

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Histoire (France) > Histoire & mémoire > La France et la question coloniale > **Nous n'appliquerons pas l'article 4 de la loi du 23 février...**

Appel à signature pour demander l'abrogation de l'article 4 de la loi du 23 février

## **Nous n'appliquerons pas l'article 4 de la loi du 23 février...**

lundi 12 décembre 2005, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 30 novembre 2005).

L'Assemblée nationale, par son vote du 29 novembre 2005, a confirmé la loi du 23 février 2005.

Nous appelons tous les citoyens, et notamment les historiens, enseignants et chercheurs, à signer la pétition lancée le 30 novembre 2005, que vous trouverez ci-dessous.

SIGNEZ CETTE PÉTITION : [contre\\_loi\\_fev05 yahoo.fr](#)

(Merci de préciser : prénom, nom, fonction, ville)

faites-la circuler et faites-la signer !

Vous trouverez ci-dessous une première liste de signataires.

### **Nous n'appliquerons pas l'article 4 de la loi du 23 février...**

#### **... stipulant que « les programmes scolaires reconnaissent le rôle positif » de la colonisation**

Les députés de la majorité ont refusé le 29 novembre d'abroger cet article. Ce qui avait été adopté par une assemblée quasi déserte, en catimini, vient d'être confirmé en toute connaissance de cause. La pétition des historiens contre la loi, publiée par Le Monde du 21 mars, a été à l'origine d'un mouvement de protestation représentatif de la majorité des enseignants et des chercheurs. La demande d'abrogation a été faite aussi par l'Association des professeurs d'Histoire et Géographie, par les syndicats enseignants, par les associations telles que la LDH et la LEFP. La presse s'en est fait l'écho et a ouvert un débat depuis plusieurs mois. Le gouvernement, en particulier son ministre de l'Education nationale, qui affirme que les programmes demeurent inchangés, le Président de la République, qui parle de « grosse connerie », mesurent la gravité de la situation ainsi créée, le gâchis qu'ils ont laissé devenir insoluble :

- Une loi qui impose une histoire officielle et nie la liberté des enseignants, le respect des élèves.
- Une loi amputant le passé des millions d'habitants de ce pays, nationaux ou étrangers, qui ne se reconnaissent pas dans cette déformation unilatérale de l'histoire.
- Une loi qui ne peut être appliquée, mais dont on ne peut obtenir l'abrogation.
- Une loi qui compromet le traité franco-algérien de paix et d'amitié en préparation, alors que des liens étroits et anciens associent les deux sociétés.

Cette loi permettra, à l'évidence, à des groupes de pression d'intervenir contre les manuels scolaires et les enseignants qu'ils jugeraient non conformes à l'article 4.

Cette loi, imposée par des groupes de pression nostalgiques du colonialisme et revanchards, nourris d'une culture d'extrême droite, est une loi de régression culturelle en ce début de 21<sup>e</sup> siècle où toutes les sociétés doivent relever le défi de leur mondialisation, assumer leur pluralité, qui est une richesse .

Cette loi discrédite et ridiculise l'image de la société française à l'étranger, et le communautarisme chauvin qui l'inspire ne peut que favoriser des réactions de rejet. Présente dans le droit français, elle reste une menace pour l'avenir : si le gouvernement actuel promet d'en limiter la portée, qu'en sera-t-il de ses successeurs ? Universitaires, chercheurs, enseignants, nous n'appliquerons pas cette loi scélérate et continuons d'en demander l'abrogation de son article 4.

Nous demandons aux institutions universitaires, aux IUFM, aux associations professionnelles, aux syndicats d'enseignants, aux parents d'élèves d'organiser un vaste mouvement de protestation.

A l'initiative de

Claude Liauzu, professeur Université Paris 7,  
Gilbert Meynier, professeur Université Nancy II,  
Sylvie Thénault, CNRS, IHTP.

POUR SIGNER LA PÉTITION : [contre\\_loi\\_fev05 yahoo.fr](mailto:contre_loi_fev05@yahoo.fr)

Merci de préciser : prénom, nom, fonction, ville [1]

Les associations et organisations peuvent adresser leur adhésion à la section de Toulon de la LDH.

Voir en ligne : [Pétition et signatures](#)